

janvier  
2000

Face aux défis politiques, économiques et technologiques de la modernité et au bouleversement mondial des sociétés, notre pensée puise ses repères et ses références aux sources de la philosophie personaliste. Nous réaffirmons ainsi notre profond attachement à :

- la primauté de la personne humaine,
- la démocratie comme incarnation de l'intérêt général et à la Loi, interprète des valeurs communes,
- l'union fructueuse des communautés constituant notre société au sein de l'Europe, d'un État et de collectivités garants du bien commun et au service des citoyens et des corps intermédiaires (la famille, les associations...),
- la dynamique de la libre-concurrence et de la liberté économique comme fondements du progrès social et matériel.

- 
- [I - Affirmez nos valeurs](#)
  - [II - Refonder la puissance publique](#)
    - [Un état garant du bien commun](#)
    - [Promouvoir l'union fructueux des communautés constituant notre société : l'exemple de la décentralisation](#)
    - [Faire partager l'idéal européen](#)
    - [Agir au sein des instances internationales](#)
  - [III - Concilier efficacité économique et progrès social](#)
    - [Assurer le plein emploi](#)
    - [Libérer l'économie](#)
    - [Conforter la cohésion sociale](#)
    - [Préserver l'avenir](#)

---

I -  
[Affirmer nos valeurs](#)

[retour](#)

Pour être crédible, proche des gens et les rencontrer, l'action politique doit présenter un visage nouveau, c'est-à-dire offrir un idéal, une morale et un projet. L'enjeu est d'importance, car l'engagement politique est nécessaire à la vie d'une démocratie.

Seule l'affirmation de valeurs fortes peut fonder cet engagement.

Dans un monde incertain, souvent dominé par les égoïsmes, les intérêts particuliers, il est vital que les Français retrouvent le sens de valeurs communes.

Au sein de la famille centriste, nous partageons une même foi dans la personne humaine, dans sa dignité, sa liberté et sa responsabilité, dans son épanouissement au sein de ses différentes

communautés d'appartenance (la famille, l'entreprise, la commune, la région, la nation ou l'Europe) et dans son idéal de fraternité.

Pour partie d'entre nous, nous puisons nos convictions et notre engagement dans notre foi en Dieu qui, pour nous, donne sens à la vie. Pour d'autres, nous les puisons dans notre foi en la personne ou dans les valeurs de la République. Valeurs spirituelles des uns et valeurs civiques des autres se confondent en un même humanisme pour concourir ensemble au bien commun.

Nous croyons dans le politique. Comme dans les vertus de l'économie de marché et la synthèse de la liberté économique et de l'exigence sociale.

Ces valeurs, nous voulons les affirmer, tant elles portent notre projet d'une société plus humaine, plus généreuse, plus attentive. Une société dont le but et l'idéal sont l'épanouissement de l'humanité, avec toutes ses richesses intellectuelles, communautaires, spirituelles. Une « société participative » qui remet la personne humaine au cœur de toute action et de tout projet.

II

- Refonder la puissance publique

[retour](#)

1) Un

état garant du bien commun

S'il est garant du bien commun, l'État n'est pas une fin en soi : il doit se mettre entièrement au service des citoyens et de l'intérêt général. Or pour être efficace et performant au sein de l'Europe et dans un univers mondialisé, nous l'appelons à se réformer, à sortir du secteur concurrentiel et à se recentrer sur ses missions régaliennes :

- la sécurité des personnes,
- la justice,
- la diplomatie et la défense qui se définissent désormais à l'échelle européenne.

L'État doit également veiller à la satisfaction des besoins sociaux et culturels fondamentaux comme :

- l'éducation
- la santé

et mettre la liberté économique au service du progrès social

2) Promouvoir l'union fructueuse des communautés constituant notre société :

l'exemple de la décentralisation

[retour](#)

La décentralisation est un gage d'efficacité des États modernes. Elle est aussi la pierre angulaire d'une société plus responsable et plus libre. Mais elle est en panne aujourd'hui en France.

Nous voulons agir pour simplifier la carte administrative et clarifier les compétences entre les différents échelons territoriaux.

3)

Faire partager l'idéal européen

[retour](#)

En offrant aux citoyens le choix de leur destin, l'Union européenne donne un nouveau sens à la politique et à l'action publique. Car nous sommes convaincus que dans un monde ouvert

comme le nôtre, la souveraineté s'exerce mieux si elle est partagée.

Nous réaffirmons notre attachement à une fédération européenne qui peut seule promouvoir notre projet d'une société humaniste (défense de l'intérêt général, respect des identités ...).

Pour être large et forte, nous appelons l'Union à mettre en œuvre le principe de subsidiarité, c'est-à-dire à n'intervenir que là où elle serait plus efficace que chacun des États-membres.

L'avènement de l'euro, le 4 janvier 1999, concrétise un vieux rêve. Mais il nous reste à consolider l'Europe économique, à approfondir l'Europe politique et sociale, et à construire l'Europe diplomatique et militaire.

La modernisation et l'harmonisation des législations, principalement fiscales et sociales, figurent parmi nos priorités.

Aussi nous affirmons que le développement de l'Europe politique commande l'adoption d'une Constitution qui fixe les droits et devoirs des citoyens européens, la répartition des compétences entre l'Union et les États et définisse clairement le rôle politique de ses institutions.

Nous voulons favoriser la révision des procédures de décision. L'élargissement de l'Union vers l'Est l'exige.

4)

[Agir au sein des instances internationales](#) [retour](#)

L'accélération de la mondialisation renouvelle le rôle des grandes instances internationales (Fonds Monétaire international, Organisation Mondiale du Commerce...).

Face aux intérêts privés, nous voulons que se fasse mieux entendre la voix de l'intérêt général. Ces instances offrent la possibilité d'une véritable régulation mondiale face à la nécessaire liberté des échanges.

Là encore, seule une Europe forte et cohérente saura faire valoir les intérêts du Vieux continent.

III

- [Concilier efficacité économique et progrès social](#) [retour](#)

Le « modèle rhénan » est proche de notre conception de l'économie qui rend solidaires liberté du marché et justice sociale.

Nous faisons nôtre cette conception où l'économie de marché repose sur la liberté économique en veillant aux objectifs définis par l'État et les groupes sociaux dans un système à la fois libéral et socialement juste et humain.

Nous voulons un État fort, impartial, capable de préserver l'équilibre d'une économie saine. Un État qui se fixe le rôle véritable de créer un environnement favorable à l'entreprise et à la libre-concurrence afin d'assurer la croissance et le plein emploi.

Nous proposons de préciser ainsi son rôle :

- Fixer les règles du marché dans le cadre européen, sans abus et avec vigilance, et garantir leur bon respect, pour assurer la liberté économique,

- Ne laisser personne sur le bord du chemin, car la concurrence trouve ses limites dans la nécessaire solidarité que commande la dignité de la personne humaine.

1)

### Assurer le plein emploi

[retour](#)

Chaque communauté a besoin de l'imagination et de l'effort de tous ses membres pour créer richesses et emplois. A l'opposé, l'excès d'assistance altère la responsabilité individuelle, bafoue l'équité et compromet la croissance.

Nous affirmons que l'activité doit demeurer la norme et le chômage l'exception, comme le rappelle l'exemple des nombreux pays industriels qui connaissent le plein-emploi.

- Réinventer le social. Dans le monde moderne, la solidarité doit se conjuguer avec le respect et la dignité de la personne. L'action publique connaît des limites, car elle s'appuie sur des prélèvements sans cesse croissants alors que son efficacité reste relative. Nous devons redéfinir les modalités, aujourd'hui très étatiques, de la redistribution dans le sens d'une plus grande responsabilisation. Donner une seconde chance doit être, pour nous, le maître-mot de l'action sociale.
- A l'inverse, nous sommes favorables à une fiscalité sur le travail moins pénalisante tant pour les salariés que les entreprises. Nous devons être le parti de la participation et promouvoir l'actionnariat salarié.

2)

### Libérer l'économie

[retour](#)

Dans un monde ouvert, où la concurrence s'exerce au-delà des frontières, les entreprises et les ménages doivent s'appuyer sur un environnement plus favorable, tant au niveau réglementaire, fiscal que financier.

Comme les entreprises, l'État est désormais soumis à l'impératif d'efficacité dans la gestion. Nous plaçons en faveur d'un service public performant et d'une utilisation efficace des deniers publics.

Nous appelons à des mesures urgentes, notamment la réduction des prélèvements obligatoires. Pour nous, le courage consiste à alléger l'impôt lorsqu'il devient confiscatoire ; l'État doit se recentrer sur ses fonctions régaliennes et se désengager du secteur concurrentiel. La réduction des dépenses publiques doit être forte et réfléchie pour amorcer la décrue des prélèvements obligatoires.

Nous devons réformer la fiscalité pour privilégier :

- la création d'emplois dans le secteur marchand et non dans le secteur public,
- la transmission des entreprises,
- la sauvegarde des emplois peu qualifiés dans les entreprises soumises à la concurrence des pays à faible coût de main d'œuvre,
- la récompense du travail et de l'initiative.

L'épargne doit être libérée, s'investir dans les fonds propres des entreprises (création de fonds de pension) et favoriser le capital-risque.

3)

### Conforter la cohésion sociale

[retour](#)

La Nation se construit autour de liens forts, comme la famille, l'éducation, la protection sociale ou les corps intermédiaires, que nous voulons protéger et soutenir.

- La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État. Nous plaidons notamment pour des allocations familiales plus attractives et le renforcement de la responsabilité et de l'autorité parentales.
- L'éducation et la formation doivent conduire à l'insertion, par l'emploi. Nous voulons les ouvrir aux métiers de demain, en particulier les nouvelles technologies (commerce électronique, télétravail...), développer l'envie d'entreprendre et valoriser l'enseignement professionnel.
- Les solidarités doivent être préservées. La protection sociale doit être réformée en profondeur. Notre système de retraite par répartition doit être consolidé et pérennisé, face au choc démographique attendu de 2005 (avec l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du « baby boom »). Nous voulons instaurer une épargne-retraite, complémentaire et facultative, ouverte à tous.
- Les corps intermédiaires doivent être plus présents : la vie des associations (notamment la définition de leur rôle, la reconnaissance du bénévolat, leur fiscalité) doit être facilitée ; le fonctionnement des syndicats clarifié (par une meilleure transparence financière) ; les actifs (salariés, professions indépendantes et libérales) et plus globalement la société civile doivent être plus présents dans le débat politique.

4)

Préserver l'avenir

[retour](#)

Chaque génération est responsable du patrimoine qu'elle transmet : nous ne sommes que les dépositaires avec droit d'usage de l'air, de l'eau, de la terre, du vivant, des paysages, de l'harmonie du monde qui nous accueille. L'équilibre du développement est une responsabilité éminente des démocraties développées.

*Toute action politique requiert en démocratie la formation d'une majorité. Aussi devons-nous, sans rien renier de nos convictions, rester à l'écoute et ouverts à nos alliés naturels et rechercher un consensus sincère et loyal dès lors que les idées en débat concourent à l'affirmation de la primauté de la personne humaine.*

*Dans notre combat politique, nous sommes déterminés à défendre une certaine idée de la vie et de la société, de convaincre nos concitoyens de cet idéal pour chasser la frilosité et la peur du lendemain et leur offrir les meilleures chances d'avenir pour eux et les générations futures.*

Le président de la fédération UDF de l'Orne, Alain Lambert